

CRG-Fiche de projet **Préparation revue stratégique**

1. Le contexte

Sur le plan humanitaire, la période post-séisme est maintenant définitivement terminée en ce qui concerne la réponse aux besoins immédiats, mais la fragilité globale des populations persiste. Les améliorations dans l'accès aux services de base et à la protection des ressources, telles que menées par HELVETAS Swiss Intercooperation en collaboration avec la Chaîne du Bonheur, permettent de consolider la résilience ; ces expériences doivent encore être répliquées et maintenues dans la durée pour asseoir les bases du développement. En 2015, la zone de Petit-Goâve a connu une situation de sécheresse (année el Niño) qui a beaucoup perturbé la grande saison agricole ainsi que les débits des sources, et donc l'accès à l'eau en général. Les répercussions négatives sur les revenus des exploitations agricoles se sont fait ressentir, même si l'on constate une certaine reprise au cours de la deuxième campagne de juillet à novembre. Cet épisode a souligné l'étendue de la fragilité de ces populations qui, au-delà des séquelles du séisme, subissent les effets de leur dépendance à une agriculture de subsistance, à leur isolement et au manque d'accès à l'information. La situation économique des ménages de la zone d'intervention est très mauvaise (voir étude en annexe) et pèse sur leur fragilité puisqu'ils ne peuvent faire face aux imprévus (maladie, perte de récolte).

Le contexte politique porte une forte instabilité, notamment en raison de la période électorale. La zone des Palmes a connu de nombreux affrontements entre partis rivaux, et une polarisation des communautés est ressentie. La mise en place des nouveaux élus, du niveau local au niveau national devrait être concrétisée au début 2016, ce qui devrait amener un climat plus favorable pour la concrétisation des projets. Par contre, dans bien des aspects de la vie publique, le désengagement de l'Etat a consommé la rupture avec les populations rurales, et les liens à la vie politique se résument souvent à des affinités identitaires. Les nouveaux élus devront donc reconstruire le rapport à l'Etat en général, et la confiance des populations, afin de gagner leur légitimité.

Intégration des cours de l'hygiène et assainissement dans le curriculum vitae des écoles par le BDS

2. Bref historique

Centré sur l'amélioration de l'accès à l'eau de qualité, les projets IPS et RPS ont favorisé la réhabilitation des conditions de vie et la mise en place de mesures d'accompagnement en matière d'hygiène, tout en s'inscrivant dans un appui à la relance économique. Les acteurs du projet mettent en place des mesures favorisant la fonctionnalité des infrastructures à moyen terme, avec notamment un suivi et un entretien constants des ouvrages, dont les petites réparations sont possibles grâce à une cotisation des utilisatrices et utilisateurs des points d'eau.

Pour faire face aux problèmes institutionnels, à la faible gestion locale des points d'eau aménagés et les mauvaises pratiques agricoles constatées, les projets IPS et RPS (2011-2013) ont contribué à la réduction des risques avec d'une part le renforcement de compétences locales des Autorités de l'état, des utilisatrices et utilisateurs et des prestataires de services (maçons, plombiers, animatrices) et, de l'autre, la protection biologique et physique des sources d'eau. Ce renforcement des capacités et la prise en compte de l'environnement contribuent à la préparation des institutions et favorisent au relèvement rapide en cas de futures catastrophes.

Le projet CRG est mis en œuvre en 2014 dans l'objectif de consolider les acquis des projets antérieurs. Centré sur le renforcement de la résilience des communautés ainsi que sur l'amélioration de la gouvernance locale, ce projet incite l'autonomie des acteurs locaux à travers le renforcement de leurs compétences et la mitigation des risques environnementaux et sanitaires. Le projet favorise également l'émergence d'un secteur privé local afin d'améliorer durablement les revenus des populations locales

3. Objectifs

Objectif général

Pérenniser la résilience des populations locales tout en améliorant la gouvernance pour la gestion des ressources naturelles, plus particulièrement l'eau, avec la collaboration et l'implication de l'ensemble des acteurs locaux.

4. Axes d'intervention et résultats

Les grands axes d'intervention du projet (cf. prodoc)

Axe 1-GOUVERNANCE

Résultat 1.1 : Les CCBV, CASEC et CMBV ont développé les capacités à planifier, mettre en œuvre, et contrôler des mesures d'atténuation des risques liés aux catastrophes naturelles.

Résultat 1.2 : RAFASAP a acquis les compétences pour gérer et entretenir de manière transparente, régulière et autonome l'ensemble des points d'eau sous sa responsabilité.

Résultat 1.3: Le secteur privé est capable de fournir aux communautés les biens et les services adaptés aux capacités financières des communautés.

Axe 2-RESILIENCE

Résultat 2.1 : Les ménages ont adopté des pratiques agricoles d'exploitation durables des ressources naturelles qui contribuent à la préservation des ressources en eau.

Résultat 2.2 : Les exploitants agricoles se sont engagés dans une perspective plus commerciale de production

Résultat 2.3 : Les usagers de l'eau ont amélioré leur comportement en ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement

5. Stratégie et approche

Citez les éléments d'approches et de stratégie qui guident la mise en œuvre. Comment se fait la mise en œuvre (exécution, organisation, gestion, concertation, action)? Tenir compte des éléments prévus dans le prodoc et éventuellement adapté de manière circonstancielle. Citez des éléments de valeur ajoutée, le cas échéant.

5.1) Stratégie

- Développer les capacités des acteurs pour assurer leurs rôles et responsabilités dans une optique d'un accès durable à l'eau et l'assainissement ;
- Assurer que les services d'accès à l'eau se basent sur un professionnalisme local économiquement et financièrement viable ;
- Faire en sorte que les dégradations liées à l'environnement soient atténuées en vue d'assurer un accès à l'eau de façon pérenne ;
- Faire en sorte que les comportements adéquats en hygiène et assainissement s'ancrent durablement dans les habitudes des populations et ainsi réduisent les risques sanitaires, notamment le choléra ;
- Supporter les populations locales dans le développement de leurs capacités financières supplémentaires afin de i) pouvoir acheter des biens et services notamment liés à l'eau et l'assainissement; ii) diminuer la pression sur les zones critiques, notamment en amont des sources ;
- Renforcer les capacités du secteur privé et des autorités locales en vue d'établir des rapports avec les bénéficiaires selon une base de relation de marché, centrée sur la réalité des coûts.

5.2) Approches

Atténuation des risques (GRD)

Cette gestion des risques se traduira de façon concrète par la protection des terres, des ressources en eau et du bétail, bases essentielles pour la survie et pour le développement des populations basé sur leur meilleure résilience.

Renforcement des institutions et de leurs capacités.

Le renforcement des institutions en charge du développement local s'inscrit pleinement dans une logique visant à aboutir à des impacts sur une longue durée, supportée par des acteurs s'appropriant la responsabilité des interventions. Ce renforcement passera non seulement par des formations spécifiques mais surtout par un accompagnement de ces institutions dans l'exercice de leurs fonctions (« apprentissage par la pratique »)

Logique de marché et promotion du secteur privé.

Dans une optique de développement durable, la participation du secteur privé s'avère être un élément clé quant à la pérennité des interventions d'un programme. Il en va de même pour la promotion des entreprises et organisations travaillant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, seules garantes pour un accès à ces services (basé sur la réalité et la transparence des coûts) sur le long terme

6. Partenaires

Principaux partenaires, rôles stratégiques et/ou opérationnels?

Types/Secteur	Partenaires	Rôle
Etat local	CASEC 9 ^e , 10 ^e , 11 ^e sections communales de Petit Goàve	Gestion de la partie rurale des communes(choix, priorisation, approbation et signatures des projets)
	BDS	Supervision des activités de promotion A&H dans les écoles
	Protection civile	Coordination des actions de la protection civile au niveau communal
Société civile/ Secteur privé	RAFASAP	Réseau regroupant près de 100 comités de point d'eau en charge de la gestion financière des cotisations ainsi que du suivi et entretien des ouvrages

	MKOZE	Appui a l'encadrement des agriculteurs (agroforesterie et transformation)
	KAD 11	Appui a l'encadrement des agriculteurs Approvisionnement en intrant et commercialisation)

7. Bénéficiaires

Bénéficiaires	Quantité	Bénéfices
Usagers des points d'eau	3000	Accès a l'eau
Elèves et professeurs	3408	Formations A&H, matériels scolaires
Maçons	25	Formations diverses, matériels et outils de travail
Agriculteurs/Exploitants agricoles	600	Accès a des semences, formation en nouvelles pratiques
Membres de groupe Epargne	Plus de 700	Accès au crédit
Autorités Locales	Environ 20	Formés en comptabilité et Gestion financière, en élaboration de contrat Renforcés par les RTC dans la conduite des activités de terrain, .
Membres CmBV	21	Formation en technique de conservation de sols, Gestion de conflits, leadership, elaboration de contrat
Membres CCBV	Une vingtaine	Formés
RTC	3	Formations diverses réalisées par le projet

8. Budget et période de mise en œuvre

cf. Prodoc

L'exécution du projet CRG s'étend de juillet 2014 à juin 2016 pour une enveloppe budgétaire de 1074000 CHF dont 79% apportés par la Chaîne du Bonheur

9. Les principaux acquis du projet

- ❖ La mise en place des Groupe d'épargne (facilite la mobilisation de l'épargne locale et l'accès au crédit, le renforcement des liens sociaux, la production et la vente groupée de produits agricoles, sert de canal de sensibilisation
- ❖ La promotion de l'assainissement par les maçons eux-memes. Les familles commencent à utiliser leurs services pour construire leurs latrines sans subvention. Le marché de l'assainissement en développement - la diminution de l'attentiste chez les maçons et les bénéficiaires en cours)
- ❖ Prise en charge pour la réplication des formations d'H&A dans les écoles par BDS (sous la supervision du BDS les professeurs continueront a répliquer ces formations après le retrait du projet)
- ❖ Augmentation du taux de cotisation pour les services de l'eau
- ❖ Disponibilité de personnes formées sur place (vulgarisateurs et autres)

10. Les principales leçons tirées

- ❖ La formation au profit des AL doit se faire aussi avec certains leaders pour éviter la fuite de connaissances en cas de non réélection.
- ❖ L'exemple des groupes d' épargne montre que les communautés peuvent mobiliser des fonds pour des investissements importants quand les gens se regroupent et que la confiance règne.
- ❖ Les communautés sont prêtes à s'embarquer dans le processus de développement du marché de l'assainissement (80 latrines déjà construites sans subvention dans les 9e,10 et 11e)

11. Perspectives/approches/objectifs (prospective)

La mise en œuvre d'un projet de relance économique en s'appuyant sur les organisations de bases considérées comme les moteurs du développement local. Ces dernières devront demeurer au centre des appuis. Les autorités locales ainsi que les services techniques déconcentrés doivent faciliter l'environnement pour la concrétisation des initiatives. En parallèle, le marché et le secteur privé doivent disposer d'un accès et des capacités leur permettant de développer durablement l'échange de services et de produits dans les zones rurales. Ainsi ces efforts poursuivront l'expérience de CRG dans le renforcement des relations commerciales entre producteurs, intermédiaires et vendeurs et unités de transformation.

Afin de créer des emplois durables et d'augmenter les revenus des ménages, le projet s'appuiera sur :

- La disponibilité du micro crédit ;
- La valorisation de la production et l'amélioration de la commercialisation
- L'accès aux services agricoles.